



Dépêche No. 973 | 25 avril 2025

Plus de la moitié des Togolais envisagent de quitter le pays à la recherche de meilleures opportunités

Dépêche No. 973 d'Afrobarometer | Iman Badana Egounon et Leonie Back

Résumé

En Afrique de l'Ouest, les flux migratoires se déroulent majoritairement à l'intérieur de la région, bien que le discours dominant mette davantage l'accent sur les migrations vers d'autres continents (Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, 2023). En réalité, près de deux tiers des migrants ouest-africains résident dans un autre pays de la région, même si les départs vers l'extérieur connaissent une progression notable (Portail sur les Données Migratoires, 2023).

Les migrations font partie intégrante de l'histoire, du fonctionnement économique et de l'organisation sociale des sociétés africaines (Organisation Internationale pour les Migrations, 2024). Des millions d'Africains se déplacent chaque année à travers le continent, motivés par la quête d'opportunités économiques ou éducatives ou pour échapper aux conflits et aux effets des changements climatiques, perpétuant des routes commerciales historiques encore actives aujourd'hui (Bakewell & Jónsson, 2011 ; Kéfi, 2025).

En 2019, au Togo, les immigrants représentaient 3,45% de la population, majoritairement en provenance de pays voisins. En 2023, le pays comptait environ 49.000 réfugiés et demandeurs d'asile (République Togolaise, 2024). Dans la même année, près d'un million de Togolais vivaient à l'étranger, majoritairement installés dans d'autres pays africains, tandis qu'une proportion plus faible résident sur les autres continents (Portail Officiel de la République Togolaise, 2023).

Quoiqu'il soit fondamental de s'attaquer aux défis liés à la migration, il faut noter qu'elle apporte des avantages considérables aux pays d'origine et d'accueil, entre autres le rapatriement de fonds, la mobilité des compétences et l'établissement des liens transnationaux avec des investissements dans les secteurs clés (Fargues, Rango, Börngas, & Schöfberger, 2021).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 10 pour explorer les expériences et les perceptions des Africains sur la migration et les échanges commerciaux.

Les résultats indiquent que la moitié des Togolais ont envisagé d'émigrer, dont près d'un quart qui y ont « beaucoup » pensé. Les raisons évoquées sont principalement économiques. L'Amérique du Nord est la destination la plus convoitée, suivie par d'autres pays africains.

Si la majorité des citoyens soutiennent la libre circulation des personnes et des biens au sein de la sous-région ouest-africaine, ils sont tout autant majoritaires à juger difficile le franchissement des frontières dans cet espace. La plupart des Togolais affichent une grande tolérance envers les étrangers, et plus de la moitié estiment que la présence d'expatriés est

bénéfique pour l'économie nationale. Malgré cela, beaucoup souhaitent voir moins de travailleurs étrangers et de réfugiés dans leur pays.

Par ailleurs, la plupart des Togolais souhaitent que leur gouvernement renforce les échanges commerciaux avec d'autres pays pour créer des opportunités économiques. Pourtant, la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), initiative phare en la matière, reste largement méconnue.

Enquêtes Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face à face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Togo, conduite par le Center for Research and Opinion Polls (CROP), s'est entretenue avec 1.200 adultes togolais en novembre 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Togo en 2012, 2014, 2017, 2021 et 2022.

Résultats clés

- Plus de la moitié (52%) des Togolais affirment avoir au moins « un peu » pensé quitter le Togo pour aller vivre dans un autre pays de manière durable, dont 23% qui disent avoir « beaucoup » eu cette idée.
- Parmi ceux qui ont pensé émigrer :
 - La plus grande partie (43%) évoquent la recherche d'un travail ou de meilleures opportunités d'emploi comme principal motif. Le quart (26%) disent que c'est à cause des difficultés économiques, 18% la pauvreté/misère, et 7% disent aller à la recherche de meilleures opportunités d'affaires.
 - Quatre sur 10 (40%) souhaiteraient se rendre en Amérique du Nord. Mais un tiers opteraient pour une destination sur le continent africain, notamment le Nigéria (4%), d'autres pays en Afrique de l'Ouest (20%) ou d'autres régions d'Afrique (10%). Une moindre proportion (14%) d'entre eux préféreraient l'Europe.
- La majorité (64%) des Togolais pensent que les populations d'Afrique de l'Ouest devraient avoir la liberté de franchir les frontières afin de commercer ou de travailler dans les pays de la sous-région. Par contre, un tiers (34%) d'entre eux pensent plutôt que le gouvernement devrait limiter les mouvements transfrontaliers.
 - Deux répondants sur trois (66%) affirment qu'il est « difficile » ou « très difficile » pour les populations d'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières.
- Une écrasante majorité de Togolais aimeraient ou sont indifférents à l'idée d'avoir pour voisins des immigrants ou travailleurs étrangers (89%) ou des réfugiés (87%).
 - Cependant, des majorités souhaitent accueillir moins de travailleurs étrangers et de réfugiés dans le pays.

- Deux tiers (67%) des Togolais souhaitent que le gouvernement facilite les échanges commerciaux du Togo avec d'autres pays afin de créer des opportunités économiques.
- Seulement un sur 13 citoyens (8%) disent être au courant de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf).

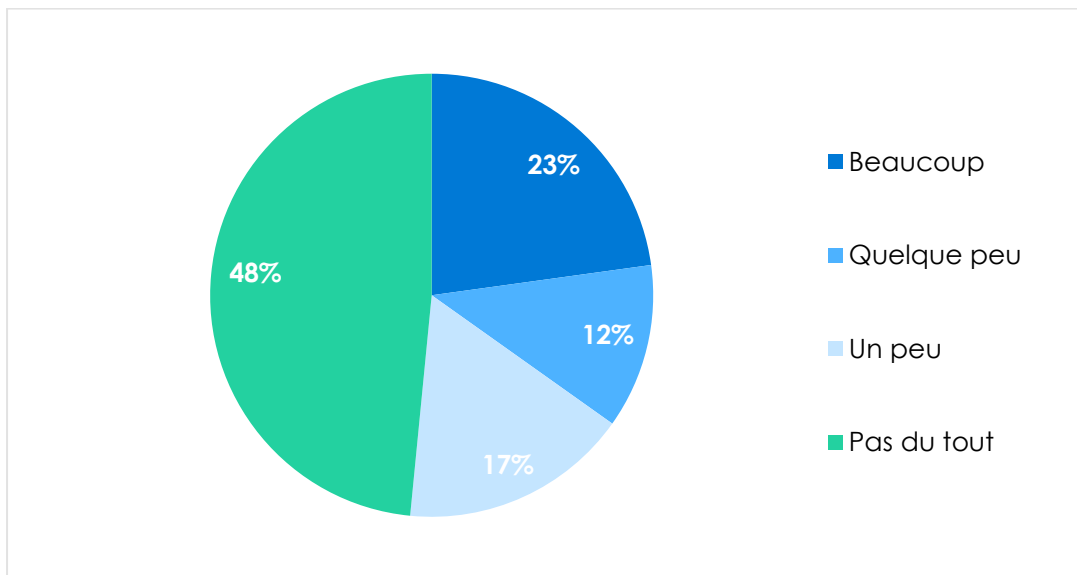
Attitudes à l'égard de l'émigration

La mondialisation a grandement contribué à l'intensification des mouvements migratoires à travers le monde. Pour une multitude de raisons, de plus en plus de personnes choisissent de migrer, souvent pour s'installer de manière définitive en dehors de leur pays de naissance ou de nationalité.

Questionnés sur ces aspects, la moitié (51%) des Togolais disent avoir « un peu » (17%), « quelque peu » (12%) ou « beaucoup » (23%) pensé à émigrer vers un autre pays pour y vivre (Figure 1).¹

Le désir de quitter le pays diminue avec l'âge (passant de 58% des 18-35 ans à 33% des plus de 55 ans), mais croît avec le niveau d'instruction (allant de 36% des non instruits à 70% de ceux qui ont le niveau post-secondaire d'éducation) (Figure 2). Les résidents de Lomé Commune (61%) et des villes (57%) ainsi que les hommes (55%) sont plus susceptibles de penser à émigrer que les résidents des autres régions (41%-56%) et des villages (47%) et les femmes (48%). Pour ce qui est de la situation d'emploi, les Togolais qui sont à la recherche d'emploi (64%) sont plus animés par le désir d'émigrer que leurs homologues qui travaillent (56%) ou qui ne sont pas à la quête d'un emploi (37%).

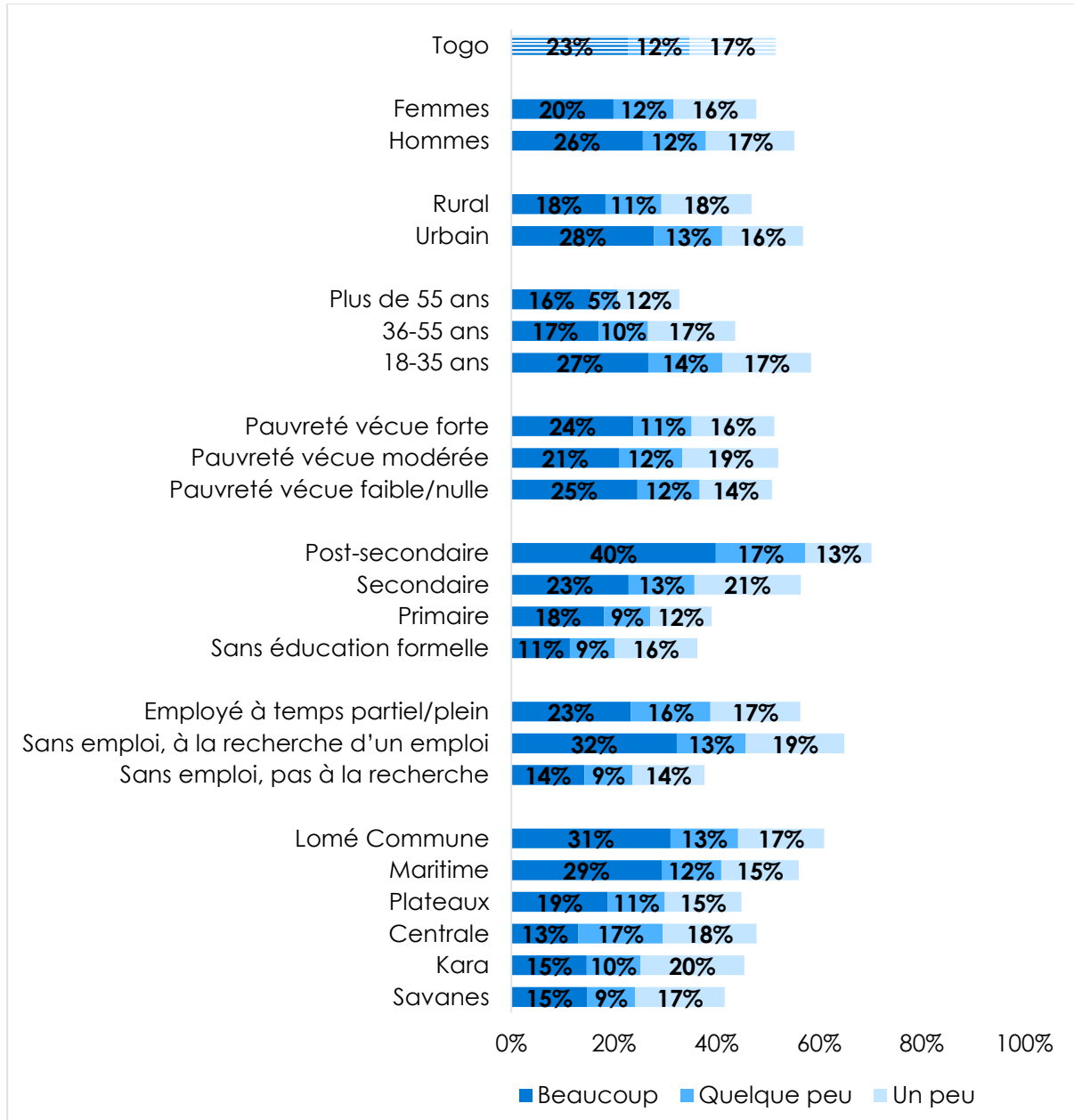
Figure 1 : Avoir pensé à émigrer | Togo | 2024



Question posée aux répondants : A quel point, le cas échéant, avez-vous pensé émigrer vers un autre pays pour y vivre ?

¹ En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies (par exemple, 17% « un peu » et 12% « quelque peu » et 23% « beaucoup » somment à 51%).

Figure 2 : Ont pensé à émigrer | par groupe démographique et situation d'emploi
 | Togo | 2024

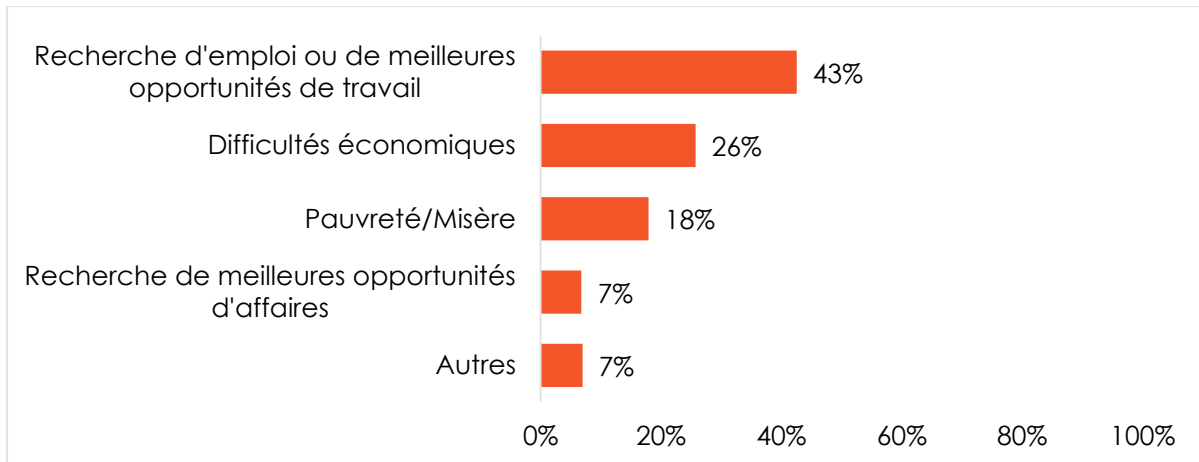


Question posée aux répondants : A quel point, le cas échéant, avez-vous pensé émigrer vers un autre pays pour y vivre ?

Les raisons économiques prédominent parmi les motifs d'émigration. La recherche d'emploi (citée par 43%), suivie des difficultés économiques (26%), la pauvreté (18%) et la recherche de meilleures opportunités d'affaires (7%) sont les principales raisons évoquées par les Togolais qui ont pensé à émigrer (Figure 3).

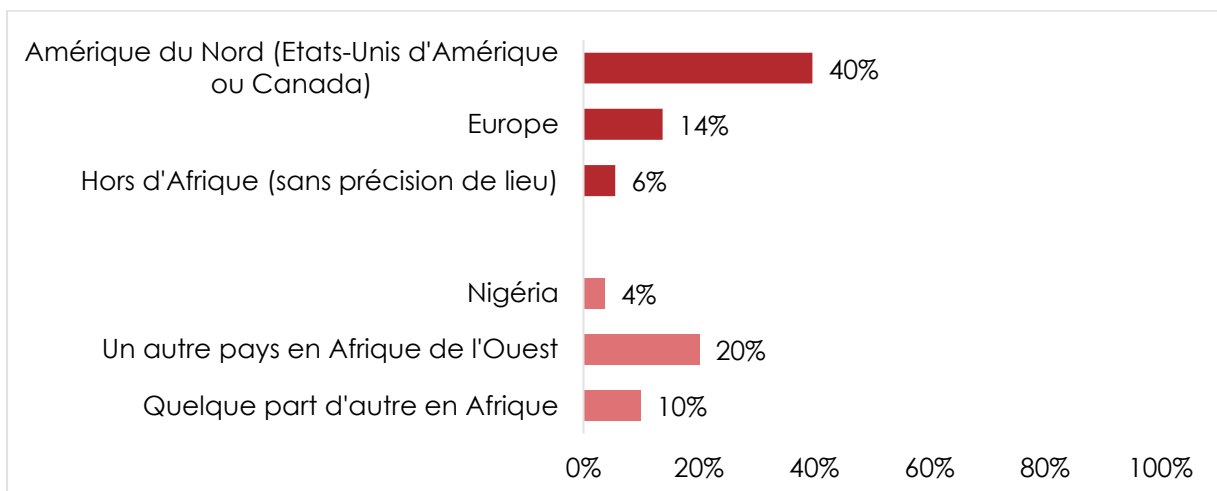
Les destinations les plus convoitées par ceux qui ont envisagé d'émigrer sont les pays d'Amérique du Nord (40%), suivis par les pays de la sous-région ouest-africaine (24% dont 4% pour le Nigéria), l'Europe (14%) et d'autres pays d'Afrique (10%) (Figure 4).

Figure 3 : Raisons qui font penser à émigrer | Togo | 2024



Question posée aux répondants qui disent avoir pensé à émigrer : Plusieurs raisons fondent les gens à quitter leur pays pour vivre ailleurs pour une durée relativement longue. Et vous ? Qu'est-ce qui pourrait le plus vous faire penser à quitter le Togo ? (Les répondants qui n'ont pas pensé à émigrer sont exclus.)

Figure 4 : Destination préférée pour émigrer | Togo | 2024



Question posée aux répondants qui disent avoir pensé à émigrer : Si vous deviez déménager dans un autre pays, quelle serait votre destination la plus probable ? (Les répondants qui n'ont pas pensé à émigrer sont exclus.)

Perceptions sur la mobilité transfrontalière

Alors que la majorité des Togolais ont envisagé l'émigration, et une part considérable d'entre eux souhaite s'établir dans un autre pays africain, les possibilités d'émigration et d'immigration sont fortement liées à la mobilité transfrontalière et à la liberté de circulation.

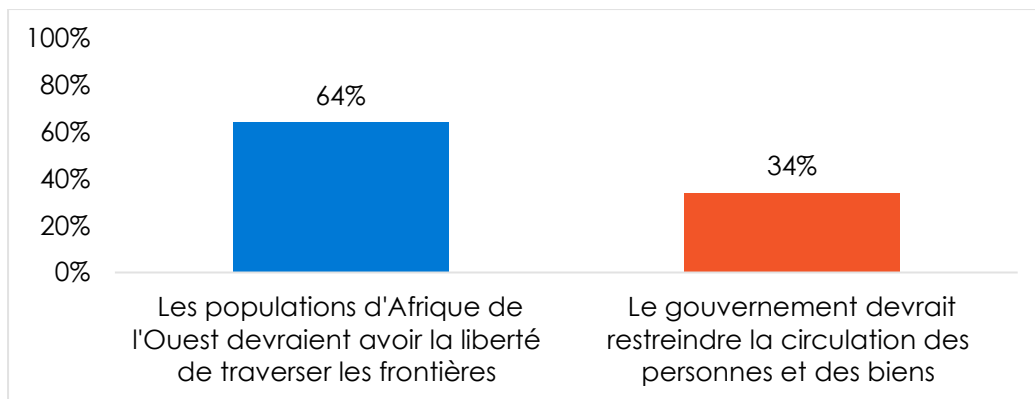
Approximativement deux Togolais sur trois (64%) sont d'avis que les populations en Afrique de l'Ouest devraient être libres de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans d'autres pays, contre un tiers (34%) qui préféreraient que le gouvernement restreigne la circulation des personnes et des biens (Figure 5).

Dans la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont fait partie le Togo, la libre entrée des citoyens ressortissants des Etats membres sans visa pendant 90 jours ainsi que le droit de résidence sont actés depuis 1986. A cela s'ajoute également la libre

circulation des marchandises. Malgré ces mesures, deux tiers (66%) des répondants disent qu'il est « difficile » ou « très difficile » pour les populations de l'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières internationales pour faire du commerce ou pour travailler. Toutefois, 28% estiment que cela est plutôt « facile » ou « très facile » (Figure 6).

Les difficultés de traverser les frontières sont plus perçues par les résidents de Lomé Commune (73%), les nantis (71%)² et les citadins (70%) comparativement à leurs homologues respectifs (Figure 7).

Figure 5 : Soutien à la liberté de circulation des personnes et des biens en Afrique de l'Ouest | Togo | 2024

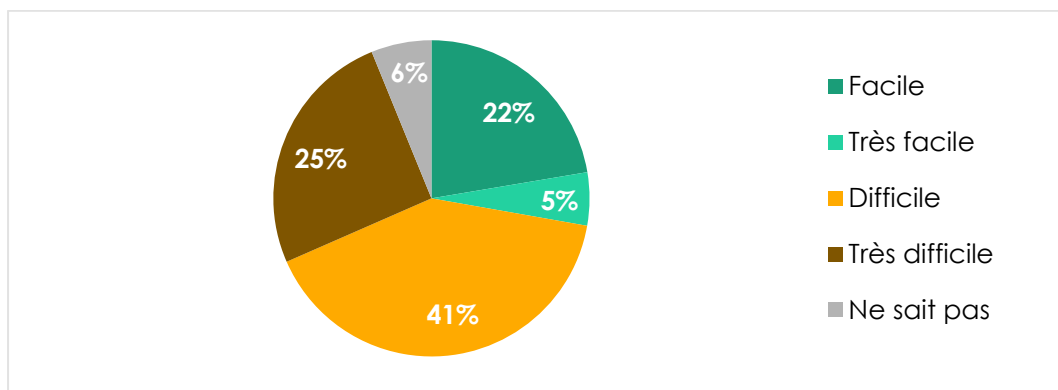


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les personnes vivant en Afrique de l'Ouest devraient pouvoir franchir librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays.

Affirmation 2 : Pour mieux protéger leurs citoyens, le gouvernement togolais devrait limiter les mouvements transfrontaliers des personnes et des biens.

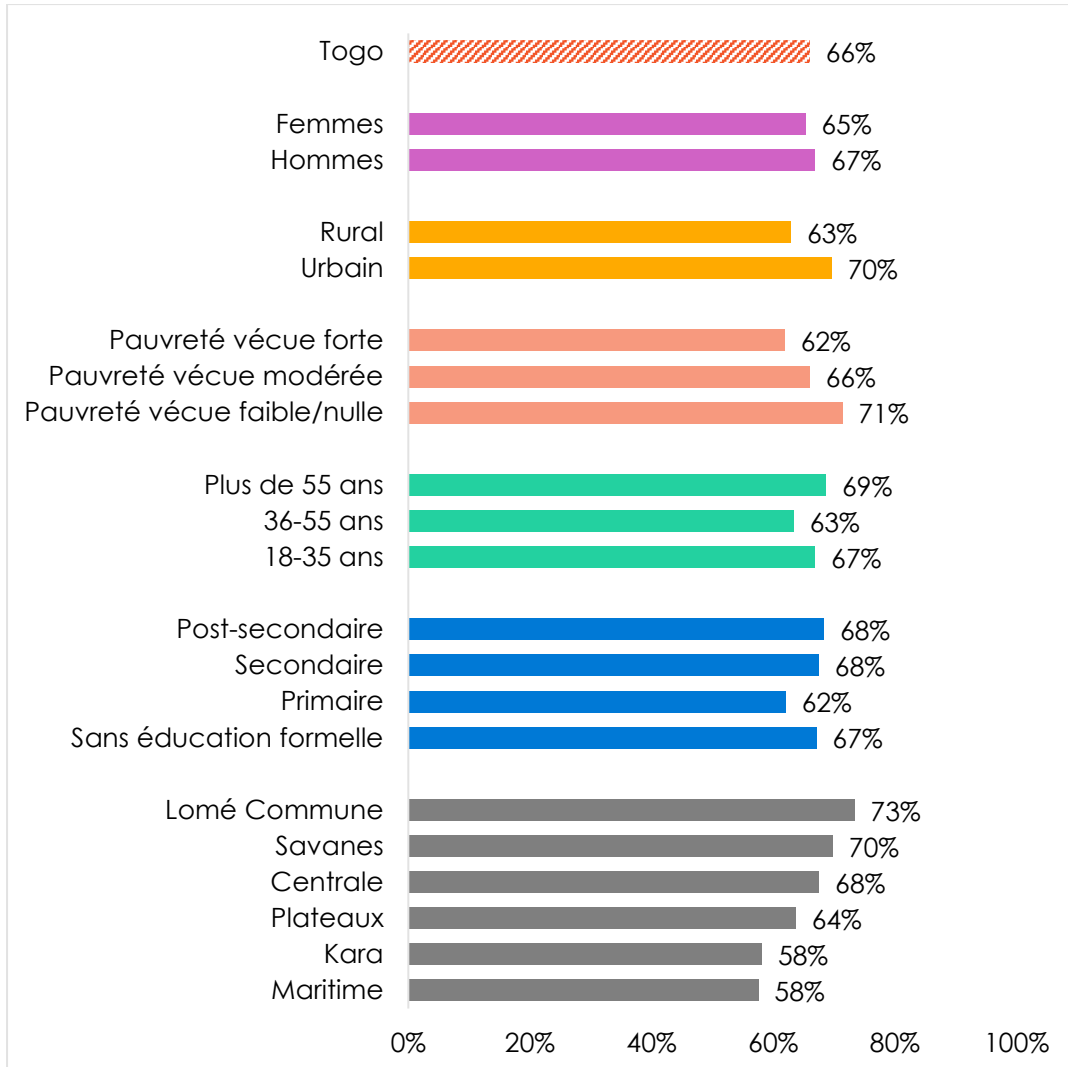
Figure 6 : Est-il facile ou difficile de traverser les frontières en Afrique de l'Ouest ? | Togo | 2024



Question posée aux répondants : Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations de l'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

² L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 7 : Il est difficile de traverser les frontières en Afrique de l'Ouest | par groupe démographique | Togo | 2024



Question posée aux répondants : Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations de l'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « difficile » ou « très difficile »)

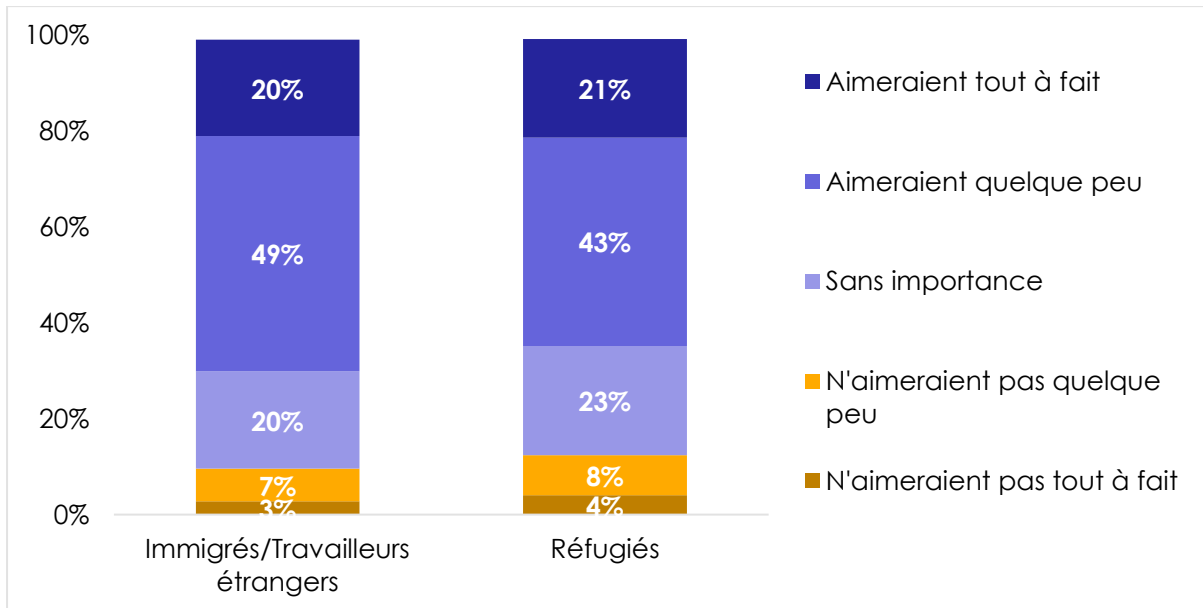
Attitudes à l'égard des migrants

Beaucoup de Togolais envisagent d'émigrer et se disent favorables à la liberté de circulation en Afrique de l'Ouest. Mais quelle est leur attitude à l'égard des immigrants dans leur pays ?

Une écrasante majorité de citoyens déclarent qu'ils aimeraient « quelque peu » ou « tout à fait » ou seraient indifférents au fait d'avoir comme voisins des immigrants ou des travailleurs étrangers (89%) ou des réfugiés d'autres pays qui fuient la violence ou la persécution (87%) (Figure 8).

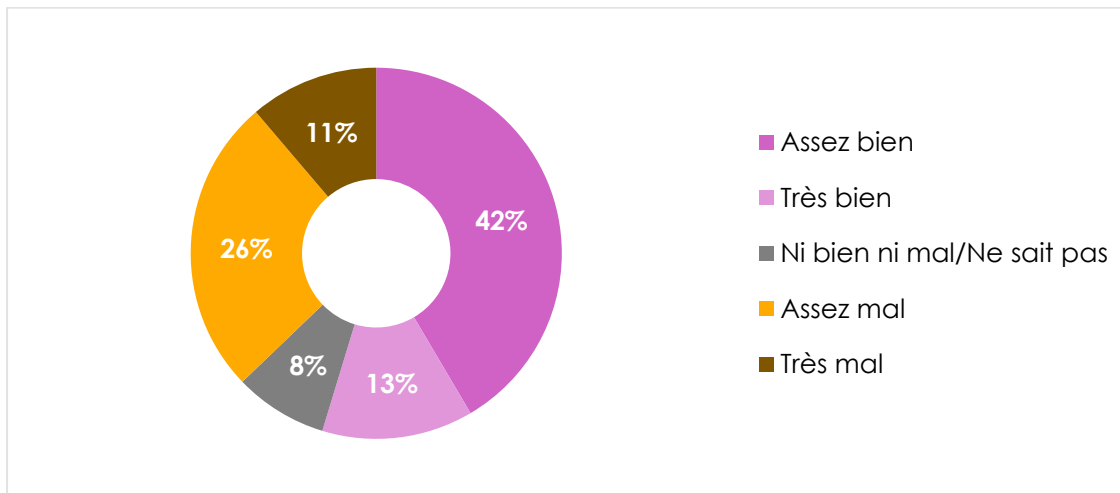
En outre la majorité (55%) des Togolais estiment qu'il est bénéfique pour l'économie du Togo d'accueillir des immigrants, tandis que 37% pensent le contraire (Figure 9).

Figure 8 : Acceptation des immigrants et réfugiés | Togo | 2024



Questions posées aux répondants : Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance : Les immigrants ou les travailleurs étrangers ? Les réfugiés d'autres pays qui fuient la violence politique ou la persécution ?

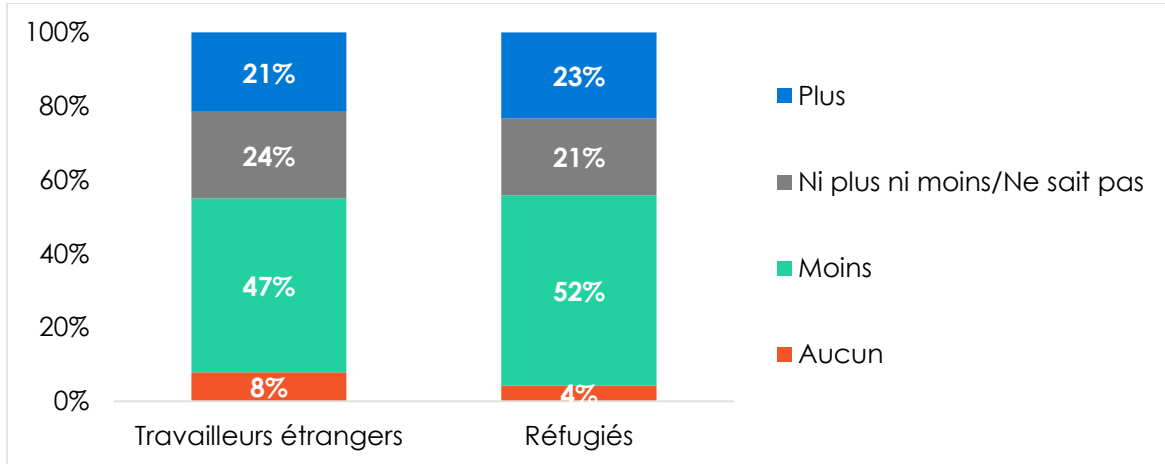
Figure 9 : Impact des travailleurs étrangers sur l'économie nationale | Togo | 2024



Question posée aux répondants : Diriez-vous qu'il est généralement mauvais ou bon pour l'économie du Togo que des personnes d'autres pays viennent ici pour vivre et travailler pendant plusieurs années ?

Malgré l'opinion majoritairement favorable des Togolais sur l'impact économique positif de la migration, seulement environ deux répondants sur 10 pensent que le Togo devrait autoriser plus de travailleurs étrangers (21%) et de réfugiés (23%) dans le pays (Figure 10). Environ un sur deux Togolais souhaiteraient réduire le nombre de travailleurs étrangers (47%) et de réfugiés (52%), tandis que certains (8% et 4%, respectivement) préféreraient arrêter complètement leur entrée dans le pays.

Figure 10 : Le pays devrait-il davantage autoriser de travailleurs étrangers et de réfugiés ? | Togo | 2024



Questions posées aux répondants :

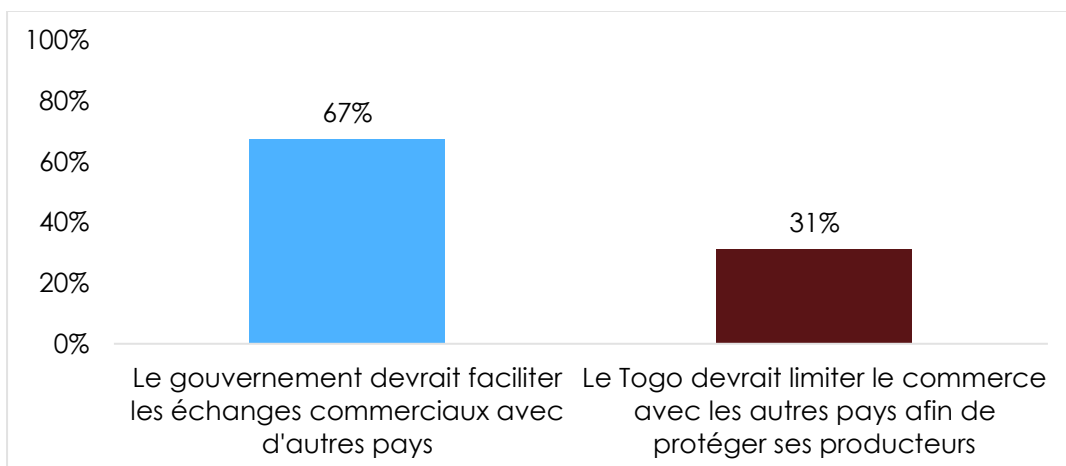
Pensez-vous que le Togo devrait autoriser plus ou moins de demandeurs d'emploi d'autres pays à venir vivre et travailler dans ce pays ?

Pensez-vous que le Togo devrait autoriser plus ou moins de réfugiés d'autres pays à venir vivre dans ce pays ?

Commerce international

Les échanges commerciaux du Togo avec d'autres pays captent particulièrement l'attention de la plupart des citoyens. Ils sont deux tiers (67%) de répondants à souhaiter que le gouvernement mette en place des mesures de facilitation pour ces échanges dans le but de créer de nouvelles opportunités économiques tandis que près du tiers (31%) désirent que les échanges commerciaux internationaux du Togo soient limités afin de protéger la production locale (Figure 11).

Figure 11 : Soutien à la facilitation du commerce avec les autres pays | Togo | 2024



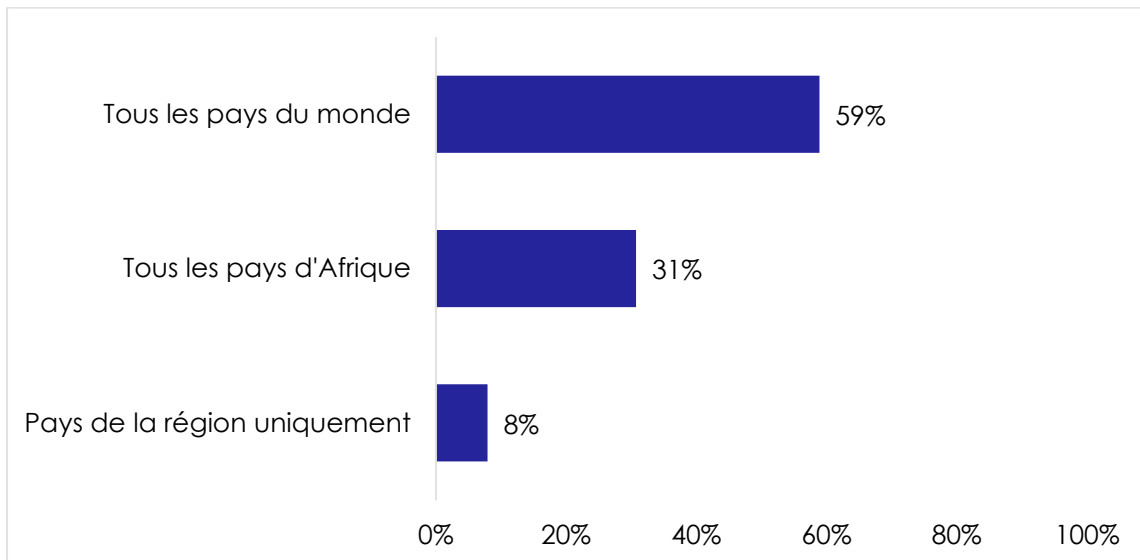
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Il est préférable pour notre économie que le gouvernement facilite les échanges commerciaux du Togo avec d'autres pays afin de créer des opportunités économiques.

Affirmation 2 : Notre pays devrait limiter le commerce avec les autres pays afin de protéger les producteurs togolais.

Le désir des Togolais de s'ouvrir davantage au commerce international ne se limite pas seulement aux échanges avec les pays de la région ouest-africaine (Figure 12). Ils sont 31% à préférer que les échanges commerciaux du pays soient orientés vers les pays d'Afrique et sont encore plus nombreux (59%) à souhaiter que ces échanges soient plutôt dirigés vers tous les pays du monde sans exception aucune.

Figure 12 : Avec quels pays le gouvernement devrait faciliter les échanges commerciaux ? | Togo | 2024



Question posée aux répondants : Si les dirigeants du Togo veulent faciliter les échanges avec d'autres pays pour créer des opportunités économiques, avec quels pays devraient-ils le faire ?

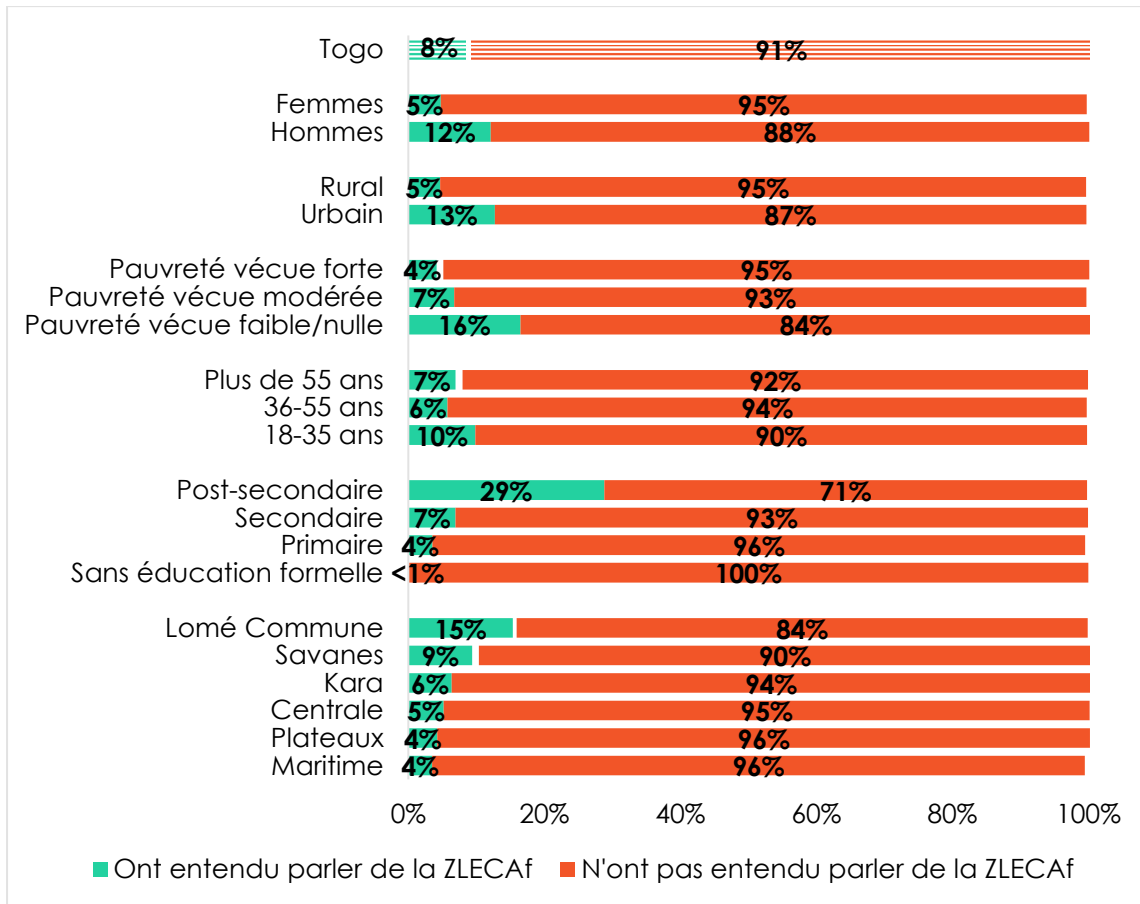
Dans l'objectif de créer un marché unique continental pour les biens et services, avec la libre circulation des personnes, des capitaux et des entreprises, l'accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale (ZLECAf) a été signé par la majorité des pays africains sous l'égide de l'Union Africaine (2018).

Bien que la majorité des Togolais manifestent un grand désir d'interchanger sur le plan commercial avec les autres pays du continent, il apparaît que seulement un sur 13 (8%) d'entre eux ont connaissance de la ZLECAf (Figure 13).

La connaissance de la ZLECAf augmente avec le niveau de richesse et d'éducation des répondants, allant de 4% des pauvres à 16% des nantis, et atteint 29% parmi les plus instruits alors qu'elle est inférieure à 1% au sein des non instruits. Les hommes (12%) et les résidents des villes (13%) et de Lomé Commune sont plus enclins d'être au courant de l'initiative que leurs compères femmes (5%) et habitant les villages (5%) et les autres régions du Togo (4%-9%).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 13 : Connaissance de la ZLECAf | par groupe démographique | Togo | 2024



Question posée aux répondants : Avez-vous entendu parler de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine également connue sous le nom ZLECAf ?

Conclusion

La migration est un enjeu majeur aujourd'hui pour la plupart des pays en développement mais également des pays développés. Sur le plan régional de l'Afrique de l'Ouest, les mouvements migratoires font partie intégrante du quotidien des populations, ce qui explique les opinions très favorables des Togolais à propos de la liberté de circulation des personnes et des biens ainsi que leur tolérance accrue envers les immigrés et réfugiés. De plus, les Togolais soutiennent en grande partie le libre échange non pas seulement sur le plan continental mais mondial. Toutefois, la majorité des citoyens souhaiteraient réduire l'immigration dans leur pays, probablement par peur d'accroître la concurrence déjà très forte sur le marché de travail.

Ce sont aussi la recherche d'emploi et les difficultés économiques qui motivent le désir de la moitié des Togolais, surtout les plus jeunes et diplômés, à émigrer, en grande partie vers l'Occident. Cela suggère que, tant que le Togo n'affronte pas les défis économiques profonds auxquels il fait face et crée des perspectives pour la jeune génération, l'émigration surtout des plus qualifiés ne cessera pas. Entraînant un cercle vicieux de fuite de cerveaux, cette dynamique pourrait dégrader davantage les conditions de vie des populations dans le pays.

Références

- Bakewell, O., & Jónsson, G. (2011). Migration, mobilité et villes africaines.
- Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique. (2023). Tendances migratoires à surveiller en Afrique en 2023.
- Fargues, F., Rango, M., Börgnas, E., & Schöfberger, I. (2021). Migration en Afrique de l'Ouest et du Nord et à travers la Méditerranée. Organisation Internationale pour les Migrations.
- Kéfi, W. (2025). En Afrique, le nombre de déplacés climatiques atteindra 113 millions d'ici 2050 (ISS Africa). Agence Ecofin. 25 février.
- Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.
- Organisation Internationale pour les Migrations. (2024). Connecting the threads: Linking policy, practice and the welfare of the African migrant. African migration report.
- Portail Officiel de la République Togolaise. (2023). Diaspora : Près d'un million de Togolais recensés à l'extérieur en 2022.
- Portail sur les Données Migratoires. (2023). Données migratoires en Afrique de l'Ouest.
- République Togolaise. (2024). Déclaration du Togo à la 75ème session UNHCR-EXCOM 2024.
- Segniagbeto, K., & Kossi, S. D. (2016). Migration au Togo : Profil national 2015. Organisation Internationale pour les Migrations.
- Union Africaine. (2018). Accord portant création de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine.

Iman Badana Egougnon est chercheur au Center for Research and Opinion Polls (CROP), partenaire national d'Afrobarometer au Togo. Email : badanaiman@gmail.com.

Leonie Back est chercheuse au Center for Research and Opinion Polls (CROP).
Email : leonieback@web.de.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de la GIZ.

Les dons aident Afrobarometer à donner la parole aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos dépêches sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 973 d'Afrobarometer | 25 avril 2025